

Le vrai combat

Dans son édition du 6 juillet 1994, le quotidien *El Watan* a publié une longue interview de M. Aït Ahmed, leader du FFS, dans laquelle ce dernier appelle explicitement à l'ingérence étrangère en Algérie. Quelle que soit son idéologie politique, aucun Algérien digne de ce nom ne saurait tolérer cette dérive des luttes partisans. Je restreindrai volontairement mon propos à cette question de l'ingérence étrangère.

Cependant, *El Watan* ayant tiré sur le "rassemblement démocratique", qu'il me soit permis de préciser d'emblée que, politiquement identifié à un pôle d'opinion - le FAM - qui, le premier avant tous, appelait à un grand parti de projet de société, il ne me viendrait naturellement jamais à l'idée de sous-estimer cette question. D'ailleurs, deux années et demie après, tout le monde, ou presque, en vient progressivement à cette nécessité.

En réalité, c'est dès le début juin que l'hebdomadaire *El Haq* (n°59) a publié l'intégralité d'un discours préliminaire en cinq points prononcé par M. Aït Ahmed devant le Conseil des relations étrangères des USA. Un mois plus tôt que son interview à *El Watan*, M. Aït Ahmed y précisait beaucoup plus franchement sa pensée sur l'ingérence étrangère. Ainsi, au lieu de la "commission internationale" dont il parle dans *El Watan*, il avait évoqué une coalition internationale patronnée par l'Occident.

En effet, au point 5, il dit exactement ceci : "il incombe (il incombe !!!) aux puissances démocratiques comme les USA et l'Union européenne d'user de leur influence et de leurs moyens d'action (moyens d'action !!!) pour s'assurer du respect des droits de l'homme et appuyer les forces favorables au dialogue et donc de favoriser ici une solution démocratique à la crise algérienne". A peine plus loin, il invite cette coalition de pays à "prendre l'initiative de réunir une conférence (!!!) dans le but de promouvoir le dialogue et la reprise du processus démocratique".

Mais pourquoi, en l'espace d'un mois, M. Aït Ahmed est-il donc passé de ces positions extrêmes en faveur de l'ingérence étrangère à des positions de camouflage telles qu'exposées dans *El Watan* ? En premier lieu, c'est parce que, comme toutes les régions d'Algérie, la Kabylie est farouchement opposée à toute idée, même furtive, d'ingérence étrangère. Son histoire millénaire le prouve sans ambiguïté aucune. Sensible à l'opinion de sa base de Kabylie, il est évident que le FFS ne pouvait pas tirer gloire du périlleux exercice américain de son leader et d'ailleurs, avec lucidité, il s'en est bien gardé.

Par rapport à ses cinq points exposés à New York, les propositions de "présence internationale au niveau du contrôle de la transition" et d'un "contrôle totale des élections" que M. Aït Ahmed avance, un mois plus tard, dans *El Watan*, c'est encore et toujours de l'ingérence étrangère. M. Aït Ahmed a beau le nier formellement, il faudra bien qu'un jour il se plie aux usages d'un vocabulaire politique commun aux peuples du monde entier comme aux usages de l'Algérie libre et indépendante.

En second lieu, ce qui a poussé M. Aït Ahmed à reproduire son appel à l'ingérence étrangère sous un nouvel emballage, c'est probablement une leçon de nuances et de mémoi-

re historique qui lui a été donnée gratuitement par les Américains eux-mêmes. Ils savent, eux, que l'Algérie a vécu l'ingérence étrangère depuis 1832 et que, de 1954 à 1962, c'est un véritable pogrome qui a décimé plus d'un dixième de son peuple. Ils savent, eux, que, à travers l'OTAN et dans l'ONU, les pays occidentaux en ont été les complices. Ils savent, eux, qu'il n'est pas bon à cet "Occident démocratique" de venir donner maladroitement aux Algériens des leçons d'humanisme sur les droits de l'homme et les libertés politiques.

Bien entendu, il est compréhensible aujourd'hui que des puissances démocratiques, comme les USA et les pays de l'Union européenne, s'inquiètent du respect des droits de l'homme et du sort de la démocratie partout dans le monde, y compris en Algérie.

Disons que la mémoire occidentale est trop vile oubliause de son récent et sanglant passé colonial et dominateur, et admettons simplement que cette question des droits de l'homme et de la démocratie soit maintenant "dans l'air du temps". Mais alors, comment expliquer que certains régimes notoirement rétrogrades et féroce-ment anti-démocratiques soient si amoureusement couvés par ce même Occident démocratique ?

En Algérie, l'intérêt de l'Occident n'est pas de s'essayer, même en pensée, aux recettes d'un interventionnisme aventuriste, en un faux combat pour la démocratie et les libertés politiques.

Pour la paix civile

Le vrai combat pour la démocratie, le combat le plus fondamental qui soit en faveur des droits de l'homme, c'est celui que l'Algérie mène aujourd'hui contre l'anarchie terroriste et contre toute solution partisane à la crise actuelle. Le vrai combat de l'Algérie, c'est celui du retour à une paix civile totale.

Quel que soit le regard idéologique et politique qu'ils portent sur l'Algérie et son devenir, les Algériens, dans leur écrasante majorité, ont un intérêt vital au compromis pour la paix civile. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le critère premier du républicanisme et du démocratisme conséquents. C'est le critère de la citoyenneté.

L'éventail des alliances contre le terrorisme et pour la paix civile doit être donc le plus large possible. C'est avec audace qu'il doit être étendu même aux très larges forces qui, sans s'opposer au terrorisme, s'en démarquent pourtant de mille et une façons, même timidement, même avec inconséquence, même en chancelant à chaque pas en avant.

En fin de compte, ce qui sera le passage obligé commun à toutes les forces sociales légalistes, dans la diversité et même dans l'antagonisme de leurs projets de société particuliers, c'est un véritable Front de la paix civile. D'où ce devoir de l'urgence, ce devoir de citoyenneté, ce devoir de chacun et de tous, ce devoir de l'essentiel : l'éradication du terrorisme.

Pour l'essentiel, l'Occident commence à se situer par rapport à cette démarche souveraine de l'Algérie, une démarche de fermeté et de sagesse. M. Aït Ahmed doit donc pouvoir se reprendre.

Hadj Bakhtaoui

Micro et macro-Sanafirs

"Force est de constater que même les partisans du régime, c'est-à-dire les petits partis se sont retirés" (de la Conférence de consensus).

Telle est l'affirmation-condamnation de M. Hocine Aït Ahmed dans l'interview publiée le 6 juillet 1994 dans *El Khabar* et *El Watan* et qui nous oblige à sortir de notre réserve. En tant que responsable de l'ex-parti Ecologie et Liberté, nous élevons une vive protestation contre ces propos difamatoires qui portent préjudice aux petits partis et qui risquent de jeter le trouble dans une opinion publique déjà ébranlée par la situation politique et les incertitudes de la vie courante.

Comment un grand homme, que nous respectons, un historique de notre Révolution et un fin politique, puisse proférer de tels propos sans en mesurer les conséquences ?

Nous n'osons croire que Da L'Hocine puisse perdre la tête à ce point et nous osons espérer qu'il a été simplement victime d'un coup de chaleur. M. Hocine Aït Ahmed est bien placé pour savoir qui est qui.

Pourquoi traiter les partis de petits ?

Seules des élections, que nous avons toujours réclamées, peuvent décider de l'envergure des partis. Pour être grand il faut commencer petit, encore faut-il que les chances de départ soient égales. Le régime que vous dénoncez avait décidé de façon discrétionnaire et discriminatoire de procla-

mer macro-Sanafirs certains partis en leur octroyant des moyens matériels et financiers importants dont nous souhaitons leur publication.

Qui ont été attributaires de villas, immeubles et autres locaux à travers tout le territoire national ? Ce ne sont certainement pas les petits partis que vous accusez d'être à la solde du régime et qui, pour certains, ont été contraints à l'autodissolution par manque d'un seul micro-local sans parler des autres moyens... Notre parti, bien que micro-Sanafir, classé 10ème aux élections législatives, a été le 1er parti à condamner les camps du Sud, le 1er parti à boycotter le dialogue initié par le HCE, le 1er parti à déclarer publiquement l'illégalité (loi 90-31) de la participation au dialogue des associations sociales, culturelles et autres sportives...

L'ex-Ecologie et Liberté a été le 1er parti à boycotter la Conférence de consensus et la participation au CNT.

Tous ces faits sont vérifiables et nous approuvons l'idée de M. Hocine Aït Ahmed, quant à la publication des minutes de des entretiens de la CDN.

Certains partis de l'opposition sont-ils tombés sur la tête pour pratiquer à leur tour la hogra et l'exclusion ? La démocratie est un long apprentissage, et l'Algérie malade a besoin de tous ses enfants, grands et petits.

Smail Boulbina

APPEL

Les conditions sécuritaires, la défense de la liberté de la presse, la nécessité d'une organisation prenant en charge les questions socioprofessionnelles des journalistes, sont autant de points à débattre en assemblée générale.

Tous les journalistes sont conviés à y participer lundi 11 juillet 1994 à 13h à la

salle de l'UGTA, Place du 1er Mai - Alger

Ordre du jour :

La situation du secteur, organisation et création de la section AJA d'Alger

Signature :

Le collectif de journalistes signataires du communiqué

MESSAGE

VOUS ETES

■ ENSEIGNANT

■ PARENT D'ELEVE

■ INSPECTEUR

■ CHEF D'ETABLISSEMENT

Vous avez à cœur de bien gérer la scolarité de votre enfant / élève.

Le mensuel d'éducation (édition française)

L'Ecole & la vie

vous propose

➤ SES RUBRIQUES DE VULGARISATION :

Forum-débat - La vie scolaire - Le guide des parents

➤ SES RUBRIQUES D'INFORMATION

Opinions - Société - Info-school - Monde - Galerie aux souvenirs

EN VENTE UNIQUEMENT PAR ABONNEMENT

OFFRE SPECIALE

■ TARIF PROMOTIONNEL VALABLE

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 94

• 180 DA les 12 numéros (1 an)

• 90 DA les 6 mois

BULLETIN D'ABONNEMENT (à recopier ou à découper)

Nom (Raison sociale) Prénom :

Adresse :

..... Code postal :

Envoyer le bulletin, accompagné d'un chèque libellé à l'ordre de l'Ecole & la vie CCP - 29 201 36 à l'adresse suivante :

L'Ecole & la vie

Maison de la presse - Tahar Djaout

1, rue Bachir Attar Alger.

GAZ FREON

POUR LA REFRIGERATION ET LE CONDITIONNEMENT DE L'AIR

• R12

• R 22

• R 502

ACTUELLEMENT DISPONIBLE

SARL BETICHE

81, Rue du 17 Septembre 1956, Zone Industrielle Site II Ouled-Aïch - Blida
Tél. : (03) 41.63.85 - 41.63.95 - 49.47.90 -
Fax : (03) 41.64.88